

et la lutte ouvrière

dant ce temps-là, la Régie exige de ses ouvriers qu'ils sortent trois fois plus de voitures en travaillant le même temps.

Pour ceux qui ont connu cette période de réorientation du mouvement revendicatif, qu'ils se rappellent les difficultés pour avaler les accords et la particularisation. Les militants avaient effectivement l'impression de collaborer. Certes, la classe donne dans les illusions réformistes, mais uniquement à cause de l'absence d'une direction, car il aura quand même fallu des années pour avoir raison des ouvriers de Saint-Nazaire, de Fives-Lille... des années et De Gaulle.

MAIS ALORS, QUE FAIRE ?

Certes, nous pourrions dire : il ne fallait pas accepter. Mais c'est là user de mauvaise foi. Nous avons, au début de l'année, à propos de la grève Chausson, défini une stratégie des luttes. Plus que jamais celle-ci est valable. Il s'agit, *pour l'ensemble du prolétariat, de porter tout son effort sur un point de façon, à mettre en échec le gouvernement.* Ce pôle de cristallisation doit être Renault actuellement car un échec du capital en ce point l'obligera à changer son orientation, en particulier à *céder sur la revendication « des 40 heures sans diminution de salaire ».* Pour que Renault soit le pôle, il faut :

- Définir une véritable lutte chez Renault ;
- Organiser la solidarité.

Ceci commence d'abord par la généralisation de la revendication. Ensuite, il faut expliquer que la crise est présente, mais autrement qu'en affirmant les profits patronaux et en affirmant qu'ils peuvent payer...

Il faut en finir avec la particularisation et faire converger tous les efforts contre les licenciements, chaque travailleur devant se confirmer comme un licencié en puissance. En fait, l'Humanité, au lieu de crier au scandale, devait affirmer qu'en régime socialiste cela n'arriverait pas pour des raisons bien déterminées. C'est d'ailleurs dans ces moments que la Classe est perméable à une autre orientation car elle a besoin d'une solution — alors qu'avec sa démocratie rénovée impossible, le P.C. ne propose qu'un arrangement aux crises cycliques du capitalisme.

CHEZ RENAULT, il fallait, au lieu de mouvements préventifs et de protestation de deux heures, s'orienter vers le débrayage contre les licenciements. Mercredi 2 novembre, la C.G.T. devait poster devant les entrées principales ses militants avec banderoles, prises de parole... Le lundi précédent, elle devait engager les 1.500 travailleurs licenciés présents à la Bourse du Travail de Billancourt, à se rendre aux portes dès 6 heures du matin. Ceci aurait eu un tout autre effet — car cela répondait aux désirs et au besoin — qu'un tract appelant à discuter des formes d'action à envisager, laissant apparaître là encore l'absence de direction : ON NE GAGNE PAS UNE BATAILLE SANS ETAT-MAJOR. Il fallait proposer autre chose que des protestations de forme sur le fait que le Comité d'Etablissement n'avait pas été informé, que le reclassement était mauvais... A l'enterrement, on présente toujours des condoléances. Là encore, on est sur une orientation réformiste en agitant le « fonds de régularisation » riche de deux milliards. Au contraire, il faut s'en servir pour montrer qu'il ne représente qu'une partie de la plus-value et que le patron doit payer les 40 heures sans diminution de salaire.

DANS LA CLASSE, en dehors d'explications générales, la forme doit changer quantitativement et qualitativement. Les milliers de permanents des syndicats doivent prendre la parole aux portes des usines, les tracts centraux être plus

dynamiques et répondre aux attaques généralisées. Les syndicats ne peuvent se retrancher derrière un échec possible. La combattivité ouvrière reprend. Le mois dernier, les travailleurs de Mulhouse ont montré une franche volonté de lutte. Les récentes actions pour la Paix en Algérie sont un test favorable. La forme même de ces mouvements est encourageante : *les travailleurs renouent avec la rue, les pancartes, les revendications claires et limitées.* La Paix en Algérie, accolée aux revendications de salaires, dénote une prise de conscience politique. Confusément, on sent que tout tourne autour de la question du régime.

Les débrayages Renault sont eux-mêmes un ferment pour la classe. Certes, ils ne répondent pas aux exigences, ils laissent apparaître un manque de confiance individuel. La progression de 8.000 à 15.000 travailleurs entre le premier et le second débrayage est significatif : chacun, en son for intérieur, pensait que le débrayage ne marcherait pas.

Il faut mettre à profit l'état de vulnérabilité du gouvernement attaqué de partout, au Parlement, dans la rue, y compris par des couches de la bourgeoisie, harcelé par les Algériens et les pays coloniaux.

QUE FAUT-IL FAIRE à la minute ? C'est vrai qu'exiger des directions ouvrières une autre politique n'est pas chose facile, d'autant qu'il faut les y contraindre. Ce sont aux ouvriers de chez Renault, en particulier aux 1.900 licenciés de Billancourt, de mener avec les plus combattifs cette lutte *qui n'est plus celle d'une minorité* mais celle d'une avant-garde désignée par le patronat. Ceci n'est possible que si ces 1.900 refusent catégoriquement les licenciements et sont placés devant la seule alternative qui soit : LA LUTTE. Eux aussi peuvent prendre des initiatives en constituant un comité qui ira collecter aux portes des usines car, de ce point de vue, le chômage qui se développe, le reclassement aléatoire et bricolé qui leur est proposé les contraindra peut-être. LUTTE POUR LUTTE, AUTANT QUE CELLE-CI SOIT OFFENSIVE PLUTOT QUE DEFENSIVE, dans la mesure où c'est attaquer que se défendre. Mais parfois, la lutte contre les licenciements place les ouvriers sur une autre orientation politique. C'est ainsi que la lutte des travailleurs du Borinage, en Belgique, a été le point de cristallisation d'un programme progressiste, comportant entre autres la question des nationalisations avec contrôle ouvrier.

OUI, LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS PASSE PAR LA LUTTE CONTRE LE REGIME. P. DUBOIS.

ACCORD DE SALAIRE

Le 5 octobre étaient signés de nouveaux accords de salaires, ceci, après un refus le 11 juin de s'associer aux propositions patronales, celles-ci n'étant que de 11 % alors que les syndicats demandaient 18 %. L'accord final s'est fait sur 17 % et personne n'a crié victoire alors que pour une fois satisfaction était donnée. Au contraire, le lendemain, la C.G.T. sortait un tract signifiant la nécessité d'augmenter lesdits salaires minima ainsi obtenus d'au moins... 10 %. Il est vrai que dans son introduction à la discussion, la C.G.T. avait déclaré que la moyenne des salaires se trouvait à 40 % au-dessus des anciens minis. On peut donc se poser les questions : pourquoi s'être contenté de revendiquer seulement 18 %, pourquoi avoir signé un accord à 17 %, pourquoi n'exiger maintenant que 10 % ?

Le lecteur jugera mieux quand il saura que les salaires minima garantis du Papier-Carton sont supérieurs à ceux de la métallurgie depuis près d'un an !